

De : chambert <chambert.g66@gmail.com>

Envoyé : lundi 27 avril 2020 09:23

À :

Objet : vérification comptable efoir

Géraldine CHAMBERT
12 chemin Cascavel résidence les manguiers
Appt 4 – 97421 La rivière SAINT LOUIS

Association EFOIR
82 route des Deux canons
97490 Sainte

CLOTILDE

Envoi par lettre recommandée avec accusé de réception et par email

commande n° 400004397

Lettre recommandée en ligne

1 destinataire - envoyée le 27/04/2020

Numéro de suivi : **1E00202705536**

Madame,

Je suis très surprise, une fois de plus, d'une annonce faite aux adhérentes de l'association sur le « KOZE EFOIR », aux termes de laquelle vous faites savoir que l'association aurait fait l'objet d'un contrôle fiscal sur les exercices 2016 à 2020 suite à une dénonciation anonyme ; le contrôle aurait donné lieu à l'absence de rectification et même des « *félicitations* » de la « *dame des impôts* » qui a effectué le contrôle.

Au titre de ma fonction de trésorière, j'ai effectivement informé différentes administrations dont le Service Impôts Entreprise de Saint Paul des difficultés que je rencontre dans l'exécution de ma mission de trésorière de l'association d'EFOIR et notamment de votre rétention de tous les documents et justificatifs des frais engagés pour le compte de l'association ainsi que de l'impossibilité de produire les rapports relatifs à l'emploi des deniers publics liés à des subventions octroyées à l'association.

Si ce rendez-vous et mes différentes actions sont suivis d'effet, vous m'en voyez particulièrement satisfaite. J'assume l'entière responsabilité de mes actions, nées et à venir dont je ne me cache pas et qui sont loin d'être abouties en l'état pour en finir avec votre main mise sur la gestion de l'association EFOIR depuis 10 ans avec les services de la secrétaire, Madame MONNOT et de la secrétaire adjointe, Madame Myriam DUMON.

En tout état de cause, ma satisfaction est toute relative car je suis très dubitative sur la réalité dudit contrôle et de la procédure et des conditions dans lesquelles il a pu être opéré.

Tout d'abord parce qu'une fois encore, j'ai été écartée de cette procédure de contrôle fiscal dont je n'ai pas été bien évidemment tenue informée et qui témoigne du manque de transparence des conditions dans lesquelles la vérification aurait pu avoir lieu.

Géraldine CHAMBERT